

**Convention collective régionale**

IDCC : 937. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(HAUTE-VIENNE ET CREUSE)**

**(1<sup>er</sup> juin 1977)**

(Étendue par arrêté du 22 juillet 1980,  
*Journal officiel* du 21 septembre 1980)

■ *Journal officiel* du 18 février 2009

**Arrêté du 11 février 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques  
et connexes de la Haute-Vienne et de la Creuse (n° 937)**

NOR : MTST0903464A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1980 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 26 décembre 1995, portant extension de la convention collective des  
industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Haute-Vienne et de  
la Creuse du 1<sup>er</sup> juin 1977, et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 2 septembre 2008, relatif aux rémunérations annuelles  
garanties et aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre  
de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 26 novembre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
6 février 2009,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Haute-Vienne et de la

Creuse du 1<sup>er</sup> juin 1977, modifié par l'accord du 11 septembre 1995 tel qu'étendu par arrêté du 26 décembre 1995, les dispositions de l'avenant du 2 septembre 2008, relatif aux rémunérations annuelles garanties et aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/40, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.